

L'Ecole malienne : l'Equation sans solution ?

Le Mali a mal à son école ! Cette affirmation est partagée par tous les pays et particulièrement par ceux qui sont les acteurs de l'école : les enseignants, les autorités, les parents d'élèves et les étudiants eux-mêmes. Chacun reconnaît que l'institution scolaire qui a jadis été une structure dont nous étions fiers constitue aujourd'hui un motif de désolation voir de honte ! Tous les maux de la société s'y retrouvent avec une acuité intolérable. Depuis presque deux décennies, l'école malienne se déambule comme un paquebot en déperdition. Qui prend du volume mais qui perd de la contenance. Qui s'alourdit mais en s'effritant menaçant de se rompre et de déséquilibrer l'ensemble de la nation dans ce qu'elle a de plus précieux, ses fils et ses filles !

Le Premier Ministre vient de lancer le processus devant permettre de situer les maux dont souffre notre école et identifier les solutions adéquates à y apporter. Le comité préparatoire du forum national sur l'éducation à travers son Président a reçu le 22 Mai dernier sa lettre de mission. Ce document indique clairement la volonté des autorités à restaurer les valeurs de l'école que sont l'éthique, la discipline, le travail et la réussite. Pour ce faire, il a été demandé au Président du Comité de s'employer à ce que toutes les composantes majeures de l'éducation soient associées, écoutées et participent à cet exercice souhaitable. Avec l'objectif d'établir un consensus sur les difficultés et sur les voies d'amélioration.

Le forum est prévu pour le mois d'août prochain avec au préalable des concertations décentralisées qui vont débiter incessamment et dont les conclusions serviront de trame à la rencontre nationale. Au sortir du forum, à la rentrée 2008 – 2009, souhaitons que notre institution scolaire puisse renouer avec un nouveau destin !

Les maux dont souffre notre école sont assez bien connus quoi que peu analysés dans le fond. Il est souhaitable que les acteurs de l'éducation n'évitent pas la critique et l'auto critique pour que les solutions puissent être envisagées sereinement. Les critiques à formuler sont variées et nombreuses et leur formulation sous l'angle de reproches faits à chaque acteur eu égard à ses responsabilités permet de cerner de manière assez exhaustive l'ensemble des maux dont souffre l'école malienne.

Les parents d'élève que nous sommes tous sont l'un des premiers responsables de la situation que vit l'école malienne et qui est aussi une crise de l'éducation de manière globale voir une crise de société. L'éducation a fuit le champ familial pour être cantonné pratiquement à l'école. A ce titre il est d'ailleurs illustratif de voir la dénomination du Ministère de « l'éducation nationale » qui n'est que le Ministère de « l'enseignement national ». Nous avons décidé de convier l'éducation de nos enfants à l'école et uniquement à l'école alors que tout le monde sait qu'environ 60% des facultés de l'enfant (sa personnalité, ses sentiments et émotions, ses moyens intellectuels...) sont pratiquement acquis avant qu'il n'ait six ans, âge où il entre à l'école. Or cette période de 0 à 6 ans est la période par excellence de l'éducation parentale.

Au moment où l'enfant est à l'école, il passe encore plus de temps dans sa famille que sur les bancs (le temps scolaire dure en moyenne 6 heures par jour) ; ce qui nous donne encore plus d'occasion de renforcer ses connaissances techniques et sociales, de bonifier sa conscience et sa morale et de lui inculquer des valeurs qui en feront un citoyen responsable. Que faisons nous ? On le laisse à lui seul et à la rue. On le laisse choisir ses champs d'intérêts, on est peu attentif à ses questionnements, interrogations, évolutions... Pour ceux qui ont la télévision y compris dans les zones rurales, on le permet de s'occuper en consommant littéralement tous les programmes y compris les plus influençant et les moins recommandables. Ceux qui ont les moyens de s'offrir des enseignants à domicile, du personnel de maison...mettent leurs enfants entre les mains de ceux-ci pour compléter le tableau sombre de la démission parentale. Nous avons perdu l'autorité et nous ne la revendiquons plus. Nous avons renoncé à la présence et à l'encadrement. Nous prétextons de nos occupations et de l'absence de parents ou de proches pour expliquer la situation. Peut être ! Mais toujours est il que l'éducation a quitté la maison, l'endroit par définition qui fut son creuset. Autrefois, la communauté, le foyer, la famille, le clan (le « kabila » comme on le dit en bambara) complétaient ou suppléaient les parents. Aujourd'hui, y compris dans les zones rurales, nous n'avons plus de « kabila », de clan ou de famille au sens premier du terme. L'exode rural, les migrations, la « modernité » et ses avatars (famille constituée du père, de la mère et des enfants, les enfants quittant la grande famille pour s'installer à part et jouir égoïstement de leurs ressources) sont passées par là.

Par nos choix de vie, la plupart importés, nos occupations, nos intérêts et désintérêts, nous sommes entrain de nous éloigner de nous-mêmes !

L'autre facteur illustratif de la démission parentale est le peu d'intérêt qu'on accorde à la vie scolaire, aux établissements fréquentés par nos enfants et à leur gestion. Peu de parents connaissent les enseignants de leurs enfants. Peu de parents participent aux manifestations scolaires concernant leurs enfants. Peu de parents s'enquière de la situation de leurs enfants à l'école. Peu de parents participent à la gestion des associations de parents d'élèves et autres comités de gestion qui, par ces faits, deviennent des coquilles vides et vident par la même occasion l'école de sa substance participative. Ces instances démocratiques doivent retrouver grâce aux yeux de tous. Elles doivent être présentes à tous les niveaux d'enseignement et fonctionner comme de véritables interlocuteurs des autorités, au moins au même titre que les organisations estudiantines. Nous devons tous nous y investir.

Il est temps que nous redevenions des acteurs de l'éducation.

L'élève, l'étudiant, l'enfant est le bénéficiaire par excellence de l'école. Il s'y forge une personnalité et y acquiert une aptitude lui permettant d'exercer un métier devant lui permettre de mener son existence d'être humain, fonder un foyer, participer à la vie de sa communauté et de son pays. L'école est un élément crucial de l'éducation et un moyen unique d'affirmation de la personnalité de l'individu car constitue indéniablement le premier pourvoyeur de connaissances indispensables à sa vie sociale en tant qu'agent de production, de création de richesse et de soutien de famille. Nos enfants doivent intégrer intimement ces éléments et placer l'enseignement au dessus de tout.

Hélas, quand on écoute les élèves et étudiants, on se rencontre que la plupart se pose en victime, en ayant droits et s'exonère de toute obligation et surtout s'affranchit de toute limite pour obtenir ce qu'elle estime comme des « droits acquis ». Or chacun sait qu'on a surtout les droits de ses devoirs !

Les enfants n'ont aucune conscience de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. Ils sont perméables aux idées pernicieuses et aux tentations faciles (fraudes, corruption, quête d'avantage indu, manœuvres dilatoires...) et sont susceptibles d'utiliser des moyens condamnables et intolérables dans une société organisée.

L'organisation étudiante n'est pas exempte de reproche. Sa tentation à utiliser des arrêts de cours pour se faire entendre, son mode de gestion qui n'est pas totalement démocratique, l'utilisation faite de certains équipements placés sous sa responsabilité, le mode de désignation de ses leaders qui ne fait pas place à la promotion de l'excellence, la virulence irraisonnée de certains propos employés, ...sont à porter au débit de cette association.

Ces facteurs, auxquels il faut ajouter l'évolution de nos sociétés déboussolant fortement la jeunesse, rendent les élèves et étudiants également responsables de la faillite du système éducatif. Mais ils ont des circonstances atténuantes car ont été par plusieurs fois instrumentalisés, gavés de promesses et de fausses illusions, laissés à eux-mêmes par leurs parents et ont dû finalement essayer de trouver eux-mêmes leurs propres voies. Ce qui est un peu trop lourd pour leurs frêles épaules.

L'enseignant est la pierre angulaire du dispositif scolaire, celui qui procure le savoir et quelque fois le savoir être. Celui qui constitue l'une de nos références, celui dont on se souviendra toujours car il contribue à faire de l'individu un responsable. L'enseignant doit être le bâtisseur de l'école. Celui fut longtemps le cas mais l'est de moins en moins malheureusement. L'enseignant est devenu syndicaliste jusqu'à la caricature ! Il a plus de considération pour le revenu et le confort que la qualité du savoir enseigné. Il s'intéresse plus à ses avantages qu'au sort des apprenants. L'enseignant ne vise plus la performance, l'excellence pour lui-même et ses étudiants. La formation, l'auto formation, la recherche sont devenus de simples mots sans contenu dans nos facultés à quelques exceptions notables près !

Les enseignants donnent l'impression d'un corps bigarré d'éléments très dispersés et aux intérêts quelque fois divergents. La division syndicale accroît cette impression et est à la base de plusieurs situations dommageables.

Les maux qui minent la société comme la corruption, la dégradation des mœurs, la quête de la facilité et l'utilisation des « raccourcis » pour progresser ont malheureusement imprégné le monde de l'enseignement avec des conséquences dommageables en terme de qualité d'enseignement mais aussi et surtout en terme de moral et de conscience des enseignés.

L'administration scolaire n'est malheureusement pas épargnée par cette situation. Elle illustre en cela les nombreuses insuffisances imputables aux autorités dans le domaine scolaire.

L'Etat est l'autorité vers laquelle tout le monde se tourne quand on parle de l'école. A juste titre car il est chargé de la mise en place et de l'organisation du dispositif et surtout est chargé de s'assurer de son fonctionnement optimal. En cela il est le premier responsable du fiasco même si sa responsabilité n'exonère en rien celle des autres composantes évoquées ci dessus.

On peut reprocher à l'autorité une carence dans la vision qu'elle doit avoir de l'école. Quand on parle d'école, l'Etat présente des chiffres en ce qui concerne le taux de scolarisation (près de 70%), de construction d'école (presque une école par village au Mali soit environ 12 000 établissements), de salles de classes, de manuels scolaires distribués (environ 2 millions chaque année)... Mais rarement de taux d'emploi, de réussites post universitaires...Autrement dit on évoque les moyens mais pas le résultat. Or en matière d'enseignement comme dans d'autres matières, c'est le résultat qui compte ! Nous disposons de peu d'information sur l'école que nous devons avoir, qui est nécessaire pour le pays et qui contribuera à son progrès. Il nous faut cette vision. S'il y a un secteur qui a besoin d'orientation, c'est bien celui de l'enseignement !

Les programmes d'enseignement datent de plusieurs décennies, conçus à une époque où les enjeux étaient différents dans des circonstances particulières. Ils doivent être revus et rendus modulables en fonction de l'orientation qu'on se fixera. Leur conception et leur application nécessiteront un effort sans précédent de formation des enseignants. Un domaine où le bas blesse au niveau des actions de l'Etat. Nous n'avons pas eu ces vingt dernières années une véritable politique de formation des enseignants, faute à l'ajustement structurel s'entend t'on dire ! En la matière l'Etat a comblé ces déficits par un effort sans précédent de recrutement de contractuels dont le nombre dépasse les effectifs de fonctionnaire, ce qui manque de déséquilibrer le système. La qualité de l'enseignement a aussi baissé du fait des profils quelque fois contradictoire entre l'enseignant et la matière enseignée. Dans le supérieur les fonctionnaires sont encore majoritaires mais ne disposent pas de système de formation continue et post universitaire, sont pénalisés par l'inexistence de cadre de recherche et l'absence de toute collaboration avec le secteur privé.

L'une des critiques importantes et fondées qui est faite à l'Etat est la perte d'autorité sur l'école. Cette perte d'autorité va de la petite école dont l'espace n'est clôturé à l'université où le campus est le lit de tous les trafics, de toutes les manœuvres frauduleuses et de toutes les dépravations possibles et imaginables. L'école est sacrée et cela s'illustre d'abord par l'inviolabilité de ses enceintes et de toutes ses enceintes. En pénétrant dans un environnement scolaire, toute personne doit savoir qu'il s'engage dans un cadre d'ordre, de sérieux, de rigueur qui sied à un espace d'apprentissage ! L'autorité, c'est également le respect de l'administration, des enseignants, de la propriété, de l'hygiène et le bannissement de tout comportement négatif. L'autorité c'est le respect et la soumission aux décisions des autorités administratives qui doivent bénéficier de toute la sollicitude et de toute la sécurité pour exercer leurs attributions.

Il arrive également dans les analyses que l'Etat se voit reproché la multiplication des engagements non tenus ou l'utilisation de manœuvres de diversions, de divisions, de création de motifs de confrontations entre les acteurs ou, pire, de manipulation des uns contre les autres. Ce sont là des attitudes incompatibles avec l'exercice de missions régaliennes et d'exercice de responsabilités d'Etat. Il est difficile la preuve irréfutable de ces faits mais s'ils devaient exister, il faut les bannir et les agents utilisant de pareils subterfuges n'ont pas leur place dans le service public.

L'Etat doit assumer ses fonctions et engager des réflexions autour de certains axes importants mêlant la vision aux mesures courantes dans un cadre participatif mais respectant strictement certains principes de base que doit retrouver le système éducatif.

Notre système éducatif est à la croisée des chemins. Tout le monde en convient. Le forum sur l'éducation doit permettre de déboucher sur les éléments stratégiques qui mettront de nouveau cette locomotive de la nation sur les rails du progrès. Pour ce faire, il doit permettre de dégager des priorités, déterminer les voies et moyens permettant de les atteindre et identifier les tâches revenant à chaque acteur pour ce faire.

Il est impératif que nous affirmions clairement les deux priorités absolues du système éducatif et scolaire : construire des citoyens et former de telle sorte que les diplômés trouvent un emploi.

Nous devons ensuite définir les voies et moyens permettant d'aller vers cela en l'espace d'une génération soit 25 ans environ : mieux gérer les flux d'élèves et d'étudiants (environ 400 000 enfants par an arrivent dans le primaire et 30 000 diplômés sortent de nos écoles supérieures chaque année) en fonction des choix stratégiques, s'occuper du stock d'étudiants dans les écoles et universités par les dispositifs existant et à renforcer, utiliser les technologies d'informations et de communication de manière massive, utiliser toutes les ressources de la diaspora (réseaux, connaissances, moyens), utiliser fortement le marché de l'emploi et le secteur privé...

Aux décideurs enfin d'engager tout le monde dans cette voie avec quatre éclairages majeurs : tout doit se faire à la lumière des moyens de l'Etat, l'enseignant doit être sacralisé, l'autorité à tout les niveaux doit être restauré et tout doit se faire de manière participative (Etat, corps d'enseignement, parents d'élèves, marchés de l'emploi).